

Achte Sitzung – Huitième séance

Dienstag, 6. Oktober 1987, Vormittag
Mardi 6 octobre 1987, matin

10.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Dobler

Nachruf – Eloge funèbre

Präsident: Am vergangenen Sonntag haben wir im Radio die traurige Nachricht vernommen, dass alt Ständeratspräsident Dr. Ulrich Luder nach einer schweren Krankheit gestorben ist.

Herr Dr. Ulrich Luder, am 18. Januar 1919 in Solothurn geboren, war nach Abschluss seines rechtswissenschaftlichen Studiums von 1947 bis 1960 Redaktor und von 1960 bis 1972 Chefredaktor der «Solothurner Zeitung». Seit 1964 war er zudem Verlagsdirektor und Mitglied der Geschäftsleitung der Vogt-Schild AG.

Seine politische Laufbahn begann Dr. Ulrich Luder, ein überzeugter Liberaler, 1953 mit der Wahl in den Solothurner Kantonsrat, dem er bis 1969 als Vertreter der freisinnigen Partei angehörte. 1967 wurde er in den Ständerat gewählt, dem er bis 1979 angehörte. Hier in unserem Rat konnte Ulrich Luder eine seinem feinsinnigen Wesen entsprechende Politik betreiben. Hier war der Kreis, in dem er sich auch als Mensch wohlfühlen konnte. Hier konnte er politisieren, nicht um der Politik willen, sondern um des Menschen willen. Der Mensch, das Individuum, der Einzelne, nahm in seinem freisinnigen Gedankengut eine dominierende Stellung ein. Diese Haltung hat denn Ulrich Luder in allen politischen Kreisen Achtung und Vertrauen eingetragen. In der zwölfjährigen Tätigkeit im Ständerat hat sich Dr. Ulrich Luder mit den verschiedensten Themen der Bundespolitik auseinandergesetzt. Er gehörte mehr als 150 Kommissionen an, davon sieben ständigen, von denen er die Militärkommission und die Geschäftsprüfungskommission präsidierte. Der Journalist Luder zeichnete sich nicht nur in den Kommissionen, sondern auch im Ratsplenum durch klar formulierte, das Wesentliche vom Unwesentlichen unterscheidende Voten aus, die Beachtung fanden.

Die Wahl des integren und toleranten Politikers zum Präsidenten des Ständerates in der Dezember-Session 1978 war deshalb fast eine logische Folge, für ihn persönlich die verdiente Krönung für seinen Einsatz im Dienste der Allgemeinheit.

In seiner Antrittsrede als Ständeratspräsident stellte Dr. Ulrich Luder die Frage, die für seine offene Politik kennzeichnend war: «Was wäre eine echte Demokratie, was wären ein Volk und sein Parlament, wenn sie nicht bereit und fähig blieben, immer wieder sich selber grundsätzlichen Aufgaben zu stellen, die zur Besinnung auf die Grundwahrheiten der Gemeinschaft führen?»

Mit Dankbarkeit gedenken wir der grossen Persönlichkeit von Ulrich Luder, der immer wieder auch über das Tagesgeschehen hinaus Politik betrieben hat.

Im Namen unseres Rates versichere ich die Familie von Ulrich Luder unserer aufrichtigen Anteilnahme.

Ich bitte die Ratsmitglieder und die im Saal Anwesenden, sich zu Ehren des Verstorbenen zu erheben.

Der Rat erhebt sich zu Ehren des Verstorbenen von den Sitzen

L'assistance se lève pour honorer la mémoire du défunt

87.203

Standesinitiative St. Gallen
Künstliche Befruchtung beim Menschen
Initiative du canton de Saint-Gall
Fécondation artificielle chez l'être humain

Wortlaut der Initiative vom 20. März 1987

Der Grosse Rat des Kantons St. Gallen beauftragte am 16. Februar 1987 den Regierungsrat, der Bundesversammlung eine Standesinitiative mit dem Begehren einzureichen, die Bundesversammlung möge unverzüglich Vorschriften über die künstliche Befruchtung beim Menschen erlassen.

Texte de l'initiative du 20 mars 1987

Le Grand Conseil du canton de Saint-Gall a chargé le Conseil d'Etat, le 16 février 1987, de présenter aux Chambres fédérales une initiative cantonale demandant que l'Assemblée fédérale édicte sans tarder des prescriptions concernant la fécondation artificielle chez l'être humain.

Antrag der Kommission

Der Standesinitiative sei Folge zu geben, und der Bundesrat wird eingeladen, einen Bericht und Anträge vorzulegen.

Proposition de la commission

Donner suite à l'initiative. Le Conseil fédéral est invité à présenter un rapport et des propositions.

M. Aubert, rapporteur: La commission dont j'ai l'honneur d'être le porte-parole vous propose de donner suite à l'initiative du canton de Saint-Gall et d'inviter, conformément à l'article 36 de notre règlement, le Conseil fédéral à présenter un rapport et des propositions.

Le 16 février 1987, le Grand Conseil du canton de Saint-Gall a chargé le Conseil d'Etat d'adresser aux Chambres fédérales une initiative cantonale – selon l'article 93, alinéa 2, de la Constitution fédérale – demandant que l'Assemblée fédérale édicte sans tarder des prescriptions concernant la fécondation artificielle chez l'être humain.

«Sans tarder» (unverzüglich), dit bien la lettre du gouvernement. «Dans les meilleurs délais» (mit der gebotenen Vordringlichkeit), disait, en des termes apparemment plus retenus, la motion Fischer adoptée par le Grand Conseil de Saint-Gall. En l'espèce, il nous semble que les deux formules se valent. Une loi fédérale, s'il en est fait une, ne viendra guère avant les années 90. Ce que demande le canton de Saint-Gall, c'est que le principe soit arrêté, maintenant et sans plus attendre, que la Confédération légifèrera en la matière, et qu'elle se mette ensuite activement à la tâche.

Le Conseil fédéral a déjà entrepris une étude préparatoire en créant, le 3 septembre 1986, une commission d'experts, dont il a donné la présidence à l'ancien juge fédéral Edouard Amstad, et qu'il a chargée d'établir, avant la fin de l'année 1987, une liste des problèmes qui nécessiteraient une réglementation légale.

En outre, le Conseil fédéral pourrait être bientôt saisi d'une recommandation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, qui a lui-même fait préparer par un comité *ad hoc*, présidé par M. Pierre Widmer, vice-directeur à l'Office fédéral suisse de la justice, un certain nombre de principes législatifs.

Enfin, le Conseil fédéral est tenu de présenter à l'Assemblée fédérale jusqu'en avril 1989, éventuellement jusqu'en octobre 1989 (s'il juge utile d'élaborer un contre-projet ou un acte législatif qui en tienne lieu), un rapport sur l'initiative populaire dite du *Beobachter*, relative à la même matière et qui a abouti ce printemps.

Ces trois rappels – la commission Amstad, le Conseil de l'Europe, l'initiative du *Beobachter* – nous permettent de

dire que le sujet n'est pas tout à fait neuf pour notre gouvernement et que celui-ci s'en occupe et continuera de s'en occuper quelle que soit notre décision d'aujourd'hui. Et pourtant le présent débat n'est pas dépourvu de signification. Il fera voir, pour la première fois, si le Conseil des Etats estime opportun de soumettre la fécondation artificielle à des règles de droit et, dans l'affirmative, s'il estime opportun que ces règles de droit soient fédérales. Il montrera aussi l'opinion de certains membres de ce conseil.

Encore qu'il appartienne d'abord à l'auteur d'une initiative d'en marquer les limites, notre commission a jugé convenable d'interpréter largement la notion de «fécondation artificielle». Elle entend par là l'ensemble des procédés (connus) de procréation artificielle, en particulier l'insémination artificielle, la fécondation *in vitro* ou extracorporelle et les diverses sortes de transferts d'embryons. Elle y inclut aussi le traitement des embryons en surnombre. Ce faisant, elle ne croit pas dépasser l'intention des autorités saint-galloises. En revanche, il est bien clair que l'initiative a pour objet la procréation humaine et non pas celle des animaux.

Pour situer le problème, je commencerai par donner deux définitions, dont j'emprunte l'essentiel aux travaux du Comité *ad hoc* du Conseil de l'Europe.

Par «insémination artificielle», on entend l'introduction de sperme dans l'appareil génital d'une femme par tout autre moyen que la relation sexuelle.

Par «fécondation *in vitro*», c'est-à-dire dans un verre, dans une éprouvette, on entend la fusion d'un ovule humain, prélevé instrumentalement, avec un spermatozoïde dans un récipient de culture.

L'insémination artificielle est pratiquée depuis la fin du XVIIIe siècle. La fécondation *in vitro* a été réussie pour la première fois, ou plus exactement le premier enfant issu d'un tel procédé est né à Londres en juillet 1978.

On parle d'«insémination homologue» quand le sperme vient du mari ou du compagnon habituel de la femme, et d'«insémination hétérologue» quand il vient d'un tiers (ou «donneur») dont le nom n'est en général pas connu. On parle de même de «fécondation homologue» quand les gamètes viennent du couple, et de «fécondation hétérologue» quand l'un ou l'autre ou les deux viennent de tiers. Comme vous le voyez, l'hétérologie peut, dans la fécondation *in vitro*, être simple ou double. Quand elle concerne l'ovule, elle a pour conséquence de diviser la maternité; l'enfant a deux mères, une mère génétique, celle qui a fourni l'ovule, et une mère biologique, celle qui a porté l'enfant et qui lui a donné naissance. Cette dissociation permet diverses combinaisons dont la presse à sensation informe périodiquement ses lecteurs.

Si nous faisons abstraction de certains usages qui nous paraissent, du moins aujourd'hui, extravagants, les procédés de procréation artificielle ont pour but principal de remédier à diverses sortes de stérilité. L'insémination homologue pallie certaines difficultés physiques du mari. L'insémination hétérologue, une carence de nature plutôt chimique. La fécondation *in vitro* lève des obstacles qui se trouvent souvent chez la femme. Parfois, certains de ces procédés peuvent aussi prévenir la transmission de maladies héréditaires. Bref, pris dans leur ensemble et considérés comme des moyens subsidiaires, ils poursuivent des finalités tout à fait acceptables.

On peut évidemment débattre longtemps pour savoir s'il est légitime de prétendre échapper aux décrets de la nature et, lorsqu'elle vous refuse une descendance, de s'en procurer une par une voie détournée. On peut se demander si la procédure, essentiellement sociale, de l'adoption n'est pas suffisante. Une chose est claire: le désir d'avoir des enfants de son sang est très compréhensible.

Les problèmes juridiques que pose la procréation artificielle sont, me semble-t-il, de deux ordres. Il y a les problèmes qui concernent les relations familiales et contractuelles. Il y a ceux qui concernent les opérations proprement dites. Il faut, par exemple, savoir qui est la mère d'un enfant – question de relation. Il faut aussi savoir si une fécondation hétérologue est autorisée – question d'opération.

Pour les relations, elles relèvent aujourd'hui déjà du droit fédéral, essentiellement du code civil et du code des obligations, interprétés conformément à la Constitution. Et le droit fédéral répond à plusieurs questions. C'est ainsi qu'en cas de division de la maternité, la mère juridique de l'enfant est la femme qui lui a donné naissance (article 252, alinéa premier, du code civil); qu'en cas d'insémination hétérologue, le mari de la mère, s'il y a consenti, est le père juridique de l'enfant et ne peut pas le désavouer (article 256, alinéa III, du code civil); que le contrat par lequel la mère s'engagerait à livrer son enfant à une tierce personne, fût-elle l'auteur génétique, est nul. Certaines règles, il est vrai, sont moins claires. Il y a notamment une vive controverse sur le point de savoir si le contrat qui assure l'anonymat au donneur de gamète est valable. Mais c'est là une affaire d'interprétation, la question relève bien du droit fédéral.

Les choses se compliquent quand on aborde le domaine des opérations. Dans ce domaine, le droit fédéral est muet. Certains se demandent même si l'état actuel du partage des compétences habilite la Confédération à légiférer. C'est ici, justement, qu'intervient l'initiative du canton de Saint-Gall. Les opérations posent, en effet, un certain nombre de problèmes. La commission du Conseil des Etats, dans sa journée de délibérations, en a relevé plusieurs. En voici une liste, qui n'est assurément pas exhaustive:

- Qui peut procéder aux opérations?
- Où faut-il procéder aux opérations?
- Les opérations sont-elles réservées aux couples mariés? ou aussi aux couples non mariés, mais stables? Ou sont-elles accessibles aux personnes seules?
- L'insémination peut-elle être hétérologue?
- La fécondation *in vitro* peut-elle être hétérologue?
- Si la fécondation est homologue, peut-on implanter l'embryon chez une tierce personne et faire ainsi une mère de substitution?
- Les gamètes peuvent-ils être conservés indéfiniment par congélation, ou seulement pendant un temps limité?
- Même question, mais beaucoup plus grave, pour les embryons.
- L'insémination ou la fécondation peut-elle avoir lieu après la mort du donneur de gamète?
- Que faut-il faire, en cas de fécondation *in vitro*, des embryons en surnombre?
- Plus les inévitables questions sur la recherche scientifique et ses limites, la détermination volontaire du sexe, le clonage et les chimères.

Plusieurs de ces questions suscitent des réponses immédiates et unanimes; c'était pareil dans notre commission. Mais il y en a d'autres qui sont plus controversées. Quoi qu'il en soit, le problème se pose de savoir s'il faut laisser aux particuliers, les intéressés et les médecins, le soin de les trancher à leur guise et selon leur conscience ou s'il faut établir des règles de conduite.

En réalité il existe, déjà aujourd'hui, des règles de conduite. Les unes ont été énoncées par l'Académie suisse des sciences médicales, qui a notamment publié, en 1985, des directives assez strictes sur la fécondation *in vitro* et le transfert d'embryons. Ce ne sont pas des règles de droit, ce sont des règles de déontologie à l'usage des médecins. Nous avons le sentiment qu'elles jouissent d'une réelle autorité, mais elles sont dépourvues de sanctions juridiques.

D'autres règles, juridiques celles-là, ont été édictées, depuis quelques années, par les législateurs des cantons. Nous n'allons pas nous interroger longuement ici sur la compétence législative des cantons. Je suis convaincu qu'elle existe, du moins aujourd'hui. En tout cas des lois existent dans plus d'une demi-douzaine d'entre eux. Certaines renvoient aux directives de l'Académie, auxquelles elles donnent ainsi la force qui leur manquait. D'autres sont le produit d'une réflexion originale. Je pense en particulier à une loi argovienne et à celle qui se prépare, justement, à Saint-Gall. Evidemment, le caractère problématique de ces lois, c'est qu'elles peuvent varier d'un canton à un autre. A la vérité, un examen rapide permet de constater qu'elles varient assez peu, elles sont toutes assez restrictives. Il y a tout de même

quelques différences en ce qui concerne, par exemple, les bénéficiaires des opérations et l'admissibilité de l'hétérologie.

Telle est, mes chers collègues, la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Et maintenant nous devons, pour finir, répondre à deux questions: Premièrement, faut-il légiférer? Deuxièmement, s'il faut légiférer, faut-il que ce soit la Confédération qui légifère?

Par exception, je prendrai les deux questions dans l'ordre inverse, parce que la seconde me paraît plus facile que la première.

S'il faut légiférer, il vaut probablement mieux le faire de manière uniforme pour tout le territoire de la Confédération. C'est en tout cas l'idée des autorités saint-galloises, qui renonceraient ainsi à leur propre loi. C'est l'opinion unanime de votre commission. Assurément on peut craindre qu'une loi fédérale rigoureuse empêche certaines réglementations cantonales qui auraient pu être plus libérales. Mais il faut aussi considérer qu'en cette matière il y va de la création de la vie humaine et qu'il est normal que la création de la vie humaine, dans la mesure où on estime qu'elle doit être réglementée, le soit dans les mêmes termes pour toute l'étendue du pays. Une autre solution ne ferait que susciter des voyages. La loi fédérale ne préviendra sans doute pas tous les voyages, car elle ne sera pas appliquée de la même façon dans tous les cantons. Nous connaissons cela dans un autre domaine. Mais il nous a semblé que, dans celui de la fécondation artificielle, les conflits d'intérêts n'avaient pas atteint une telle intensité qu'il puisse en résulter l'éclatement d'une loi fédérale.

Cela nous ramène toutefois à la question principale: faut-il vraiment légiférer? Plusieurs cantons, nous venons de le voir, ont déjà répondu oui. Les signataires de l'initiative du *Beobachter*, 125 000 citoyens, répondent également oui. Le comité *ad hoc* du Conseil de l'Europe, lui aussi, propose de recommander aux Etats de faire des lois. Enfin votre commission est arrivée à la même conclusion. Il lui est apparu que la procréation artificielle était un processus trop grave dans sa signification primordiale, dans ses conséquences directes, voire dans ses effets secondaires pour être abandonnée à la diligence des particuliers. C'est pourquoi elle vous demande d'appuyer l'initiative du canton de Saint-Gall. Vous permettrez néanmoins au rapporteur de terminer sur un mode plus personnel et d'apporter ainsi une brève péroraison à seize années de vie parlementaire. J'ai des doutes sur l'opportunité d'une solution législative. En tout cas je souhaite que ceux qui prépareront la loi et ceux qui en délibéreront aient un juste sentiment de leurs limites.

Ils se rappelleront qu'en cette matière le contrôle du respect des lois est difficile; que tout se passe dans des cabinets et des laboratoires où la police, quelque forme qu'elle prenne, aura peu d'accès; que les infractions ne seront guère connues que par la délation.

Ils sauront qu'à l'exception de nouvelles règles sur la responsabilité civile des médecins, les sanctions seront nécessairement dérisoires; qu'on ne tuera pas les enfants illégaux et qu'il leur faudra se contenter d'infliger quelque amende à ceux qui les auront fait naître.

Surtout, ils n'oublieront pas qu'ils touchent ici à un domaine très privé, qui ne relève pas simplement des convenances sociales, mais de l'idée même qu'on peut avoir de la justice, et ils prendront garde qu'en adoptant des dispositions trop restrictives ils ne fassent qu'imposer les vues morales de la majorité à une minorité qui ne les acceptera pas.

C'est dans cet esprit que je vous invite à approuver la proposition de votre commission.

Frau Meier Josi: Die Standesinitiative von St. Gallen verlangt unverzügliche Bundesvorschriften über die künstliche Befruchtung beim Menschen.

Wir sind bekanntlich gegen unnötige Gesetze. Wir sind auch gegen den Zentralismus. Ich stimme der Initiative zu, weil eine gesetzliche Regelung nötig ist, weil sie heute nötig erscheint und weil 26 föderalistische Freiräume von gemein-

samen Mindestfesseln in derart grundlegenden Fragen verheerend wären. Ich betone den Begriff «Mindestfesseln». Als vor Jahren erste Empfehlungen des Europarates debattiert wurden, genügten mir für die Schweiz noch die Landesregeln der Ärzteorganisationen. Das hat sich geändert. Inzwischen hat der Handel mit menschlichen Föten beängstigend zugenommen. Die Kosmetikindustrie hat sich seiner gewinnträchtig bemächtigt.

Die Hilfe an Eltern, deren Kinderwünsche unerfüllt blieben, zeitigt Ansätze von Samenhandel und schafft Probleme der anonymen Erbgutvermischung. Die Isolierung von Keimlingen erweitert die Möglichkeiten der Wissenschaft zu Eingriffen in das Erbgut ins Unermessliche. Damit werden nicht nur etliche Rechtsfragen aktuell, die gelöst werden müssen; vielmehr stellt uns die Wissenschaft vor neue Abgründe in der Entwicklung der Menschheit. Die Biologie hat eindeutig mehr Zeitbomben bereit, als die Kernphysik und die Chemie sie bisher geschaffen haben.

Zwar wissen wir längst aus Erfahrung, dass der Mensch nicht alles tun sollte, wozu er fähig ist. Aber die Wissenschaft, deren Wesen darin liegt, das Erforschbare zu erforschen und damit zu experimentieren, und die Wirtschaft, die neben legitimer Befriedigung menschlicher Bedürfnisse längst bestens versteht, neue Bedürfnisse selbst zu suggerieren und sie dann gewinnbringend zu vermarkten, setzen sich selbst nur bedingt ethische Grenzen.

An einem Symposium, das der Europarat zu unserem Thema vor fünf Jahren in Kopenhagen organisierte, erschütterte mich die Arroganz gewisser Forscher, die gar keine Grenzen des Erforschbaren akzeptieren, zutiefst. Daraus ist zu schliessen, dass wir eine für die Menschheit grundlegende Frage weder der Wissenschaft allein noch dem freien Spiel der Wirtschaft überlassen dürfen.

Uns ist zwar klar, wie schwer es ist, ethische Vorstellungen in Rechtssätze zu fassen. Die Eidgenossenschaft, deren Verfassung sich in ihrem Ingress noch der göttlichen Schöpfung bewusst ist, beruht aber gerade darauf, dass über gewisse Grundvorstellungen des Zusammenlebens trotz aller weltanschaulichen Unterschiede Konsens besteht. Hier haben wir es mit der Grundvorstellung der Menschenwürde von Mann und Frau (besonders der Frau) und der menschlichen Freiheit, die sich an dieser Würde orientiert, zu tun. Sie wird Auswüchse, wie den missbräuchlichen Handel mit menschlichen Keimzellen, die Verwendung von Keimzellen Verstorbener oder das Klonen von Menschen, zu vermeiden trachten. Sie wird der Leihmutter-schaft einen Riegel schieben und wird nur verantwortungsbewusste wissenschaftliche Entwicklungen fördern. (Wir wollen ja beileibe nicht medizinische Fortschritte verhindern.) Sie wird auch dafür sorgen, dass behandelnde Ärzte sorgfältig ausgelesen und auf ihre Aufgabe gut vorbereitet werden.

Im Vordergrund wird die Sorge um die Entwicklung der Wissenschaft liegen. Wissen ohne Ethik treibt zur Zerstörung, sagte kürzlich einer. Früher schreckten unsere Vorfahren noch die Vorstellungen von Ungeheuern, das Kombinieren von Menschen mit Lebewesen anderer Art, die sogenannten Chimären

Möglich ist natürlich heute alles. Die Schiege, eine Kreuzung zwischen Ziege und Schaf, scheint Wirklichkeit zu sein. Beim US-Patentamt sind rund 1000 gentechnische Patente anhängig. Natürlich befassen sie sich vornehmlich mit Mikroben, zum Beispiel mit Frostschutzbakterien für Erdbeeren und ähnlichem. Aber immerhin war nach «New York Times» der Direktor des US-Patentamtes schon veranlasst zu sagen: «Vorläufig werden wir Patentanträge, welche menschliches Leben einbeziehen, nicht behandeln.» Vorläufig! Mir geht es darum, dass dies nie möglich werde. Meine Horrorgeschichte ist übrigens nicht die Chimäre, sondern der angepasste Mensch, der so gezüchtet ist, dass er der Vorstellung von bestimmten Parteien oder den wirtschaftlichen Bedürfnissen, wie sie Huxley etwa in «Brave New World» beschrieben hat, entspricht. Deshalb möchte ich, dass wir den Anfängen wehren, nämlich dem Missbrauch der künstlichen Befruchtung. Aufgabe der Ethik bleibt es

darüber hinaus, in der Gesellschaft den Sinn dafür zu fördern, dass es kein absolutes Recht auf ein eigenes Kind gibt, schon gar nicht in einer Welt, deren Bevölkerung explodiert. Wenn Sie der Initiative zustimmen, welche unverzüglich Regelungen verlangt, begehren Sie kein Notrecht, aber Sie sorgen dafür, dass das Thema ohne Verzug, d. h. in der kommenden Legislatur, traktandiert wird. Ich empfehle Ihnen daher Ueberweisung der Initiative.

Item: Der St. Galler Standesinitiative soll Folge gegeben werden. Inzwischen liegt auch ein Antrag für eine Standesinitiative vor dem Basler Grossen Rat, die für die Bereiche der Reproduktionsmedizin, der experimentellen Embryologie und der Gentechnologie insbesondere innerhalb der Humanmedizin möglichst bald Bundesvorschriften wünscht. Die Vorstösse in verschiedenen Kantonen, die Initiative des «Beobachters» und die Empfehlung des Euro-parates, aber auch zahlreiche Publikationen in der Fachpresse und in den Massenmedien belegen, dass dieses Thema von allerhöchstem Interesse ist. Man kann dabei feststellen, dass die Meinungen bis auf einige Punkte kontrovers sind. Das ist ein Hinweis, dass im grossen Feld der Genbiologie noch kein Konsens gefunden ist. Dies wiederum belegt, dass die zukünftige Gesetzgebung sorgfältig nach Grenzen suchen muss.

Wenn ich die Literatur richtig beurteile, herrscht die Meinung, der Gesetzgeber solle Problemkreise abstecken und Missbräuche bekämpfen. Dabei scheinen die folgenden Bereiche einer rechtlichen Normierung zu bedürfen: Eingriffe in das Erbgut menschlicher Keimzellen, organisierte Leihmutterchaft, Handel mit und Missbrauch von Embryonen für pharmazeutische Zwecke. Dieser Minimalkatalog wird etwa von der Schweizerischen Akademie der medizinischen Wissenschaften vorgeschlagen. Andere Kreise gehen weiter. Sie wollen die künstliche Befruchtung verhindern und die gentechnische Forschung einengen. Wie unterschiedlich die Meinungen sind, zeigen etwa die Ansprache von Papst Johannes Paul II. vor Fachwissenschaftlern, denen er guten Erfolg bei der gentechnischen Manipulation von Erbkrankheiten wünschte, einerseits, und die Erklärung der nordamerikanischen Kirchenführer, die im Grundsatz lautet, dass sich der Mensch nicht in die Natur einmischen und daher grundsätzlich von genetischer Technik Abstand nehmen solle, andererseits. Es gibt ernsthafte Stimmen, die sagen, die künstliche Befruchtung sei gegen die Menschenwürde, und zugleich erklären, sie könnten ihre heftige Abneigung nicht rational begründen. Andere befürchten, die Gentechnologie werde ungeahnte neue Gefahren heraufbeschwören, sie müsse deshalb erschwert und die Genforschung müsse staatlich gelenkt werden. Die künstliche Befruchtung, die Gentechnologie und -forschung eignen sich hervorragend, Horrordisvisionen zu erzeugen und allgemeine Angriffe auf die moderne Wissenschaft und Technik zu machen.

Der Mensch von heute erwartet zudem oft viel zuviel von der Wissenschaft. Dieser Wissenschaftsglaube ist irrtümlich und gefährlich, weil er einerseits zu einer Ueberschätzung und andererseits zur Verteufelung führt. Beides dient der Wissenschaft nicht, weil sie zum einen die Erwartungen oft enttäuschen muss und zum andern verpolitisiert und moralisiert wird. Wer sich für eine restriktive, gelenkte Forschung bei der Gentechnologie stark macht, müsste zumindest zwischen Forschung und Anwendung unterscheiden, und er müsste sich ernsthaft die Frage stellen, wo Forschung denn in den letzten Jahrhunderten hätte gestoppt werden müssen. Hätte sie vor vierhundert Jahren aufhören sollen, als Jansen das Mikroskop erfand und Galilei das Fernrohr? Hätte sie verboten werden müssen, als Darwin die Evolutionstheorie bekannt machte? Hätte sie gesetzlich gelenkt werden sollen, als die Gentechnologie mit der klassischen Bakteriologie von Pasteur begann? Oder hätte man aufhören müssen bei der Entdeckung von Antibiotika oder Insulin? Warum liess sich die Forschung trotz Kritik und heftiger Angriffe nicht stoppen, und warum können und sollen wir auch heute die Genforschung nicht stoppen oder lenken?

Weil Forschung offensichtlich Lebensvorteile beschert, die grösser sind als die Nachteile und die schädlichen Nebenfolgen. Der wissenschaftlich-technische Fortschritt hat allen mehr gebracht, als er uns genommen hat.

Das ist die simple Erklärung dafür, warum wir ihn nicht preisgeben wollen und warum die Forschung auf dem Gebiet der Humanbiologie mit der neuesten Molekulargenetik nicht zu stoppen ist. Auch hier liegen positive Resultate vor. Wer aber etwa glaubt, die Gentechnologie werde zur Züchtung eines Menschen missbraucht, der gehorsam ist und mehr Muskelkraft hat, überlege sich, dass die computergesteuerte Fabrikation weit bessere Produkte für Dienstleistungen in kürzerer Zeit hervorbringt, als dies mit umkonstruierten Menschen je der Fall sein würde. 1974/75 herrschte in Amerika grosse Aufregung unter Molekularbiologen und in der Öffentlichkeit, weil vermutet wurde, man könne durch Genmanipulationen neuartige Moleküle erzeugen, die es in der Natur nicht gebe, und am Ende könnten Monster entstehen. Diese Furcht ist vollständig verfliegen, weil die Risiken durch die Forscher selbst und durch Verordnungen begrenzt wurden. Heute diskutiert man die Lockerung von staatlichen Verordnungen. Hans Martin Sass schreibt dazu: «Bei entsprechender Risikoabsicherung durch technische Auflagen und Versicherungsschutz scheint nicht nur eine Duldung, sondern eine aktive Förderung der neuen Technologie im öffentlichen Interesse zu liegen.» Diesen Schluss zieht jedenfalls die Kommission des Weissen Hauses.

Ich komme zu einigen Schlussfolgerungen.

1. Der eidgenössische Gesetzgeber sollte Missbrauchsbestimmungen im Bereich der künstlichen Befruchtung erlassen, soweit ein gesellschaftlicher Konsens besteht. Eine weitergehende, restriktive Gesetzgebung wäre wegen der damit verbundenen Kontroll- und Vollzugsproblematik nicht wünschbar. Der Präsident hat ausdrücklich darauf hingewiesen.

2. Die Selbstkontrolle und Selbstverantwortung der Wissenschaftler und Aerzte, die sich Richtlinien geben, sind dadurch zu unterstützen, dass man diese gegenüber gesetzlichen Bestimmungen nicht abwertet und von politischer Seite nicht gering achtet. Wir haben letztlich nicht eine solche Medizin, wie wir Gesetze, ärztliches Wissen und Forschung haben, sondern wir haben eine solche Medizin, wie wir selbstverantwortliche Aerzte haben. Misstrauen der ärztlichen Selbstkontrolle gegenüber reduziert die Selbstverantwortung, auch wenn die öffentliche Rechenschaftspflicht heute verschärft wird.

Das führt mich zum nächsten Punkt. Damit die sehr beeinflussbare Angst und die unberechtigte Technikkritik abgebaut werden können und der Gesetzgeber nicht zu Ueberreaktionen verleitet wird, braucht es Wissen und Aufklärung. Es ist von den Wissenschaftlern, den Standesorganisationen und den Kommissionen eine möglichst umfassende Aufklärung der Öffentlichkeit und ein Offenlegen aller Möglichkeiten und Folgen der Gen-Forschung zu fordern. Sie bilden die Grundlage für eine vernünftige Diskussion und Entscheidung.

Ein letztes Wort. Es ist endlich an die kritischen Laien zu appellieren, dass sie nicht den Hochmut des Nichtwissens gegen neue Erkenntnisse und Fortschritte stellen. Es gibt eine gesellschaftliche Pflicht zum Lernen. «Wir brauchen eine aufgeklärte Öffentlichkeit, um unsere Zukunft zu bewältigen», sagt der Genbiologe Friedrich Kramer.

Piller: Zweifellos wird das 20. Jahrhundert nicht nur wegen zwei verheerender Weltkriege in die Geschichte der Menschheit eingehen, sondern auch – und dies in sehr hohem Masse – wegen des enormen technischen Fortschritts. Tatsache ist, dass eine Errungenschaft die andere in immer kürzeren Abständen ablöst. Gleichzeitig wurde auch die Zeitspanne zwischen einer grundlegenden Entdeckung und der praktischen Anwendung immer kürzer. 112 Jahre betrug sie für die Photographie, 56 Jahre für das Telefon, noch ganze fünf Jahre für den Transistor. Wir wollen und dürfen die Technik sicher nicht verteufeln; sie

hat der Menschheit sehr viel Positives gebracht, weit mehr als Negatives. Jede technische Entwicklung, ja selbst die Atombombe ist – vom ethischen Standpunkt aus gesehen – wertneutral. Erst in der Hand des Menschen kann die technische Entwicklung zur Gefahr werden. Die Gefahr, die Bedrohung kommt, wenn überhaupt, somit nicht von der Technik, sondern vom Menschen, einmal, weil der Mensch über die technischen Mittel nicht mehr frei verfügt, sondern in ihre Abhängigkeit gerät, etwa wenn er meint, Waffen produzieren zu müssen, um Arbeitsplätze zu erhalten, ferner, wenn er glaubt, das technisch Mögliche um jeden Preis verwirklichen zu müssen. Dies bahnt sich in der Gentechnik mit ihren fast unbegrenzten Möglichkeiten an. Hier sind wir an einem Punkte angelangt, an dem wir rasch gesetzgeberisch handeln müssen. Es geht nicht mehr um die Herstellung oder Entwicklung technisch und technologisch hochstehender Güter aus toter Materie, beispielsweise Computer oder Supraleitungselemente, sondern es geht um Manipulation an lebenden Zellen, bis hin zur Manipulation am menschlichen Leben.

Der Kommissionspräsident hat sehr eindrücklich gezeigt, was da möglich ist, und Weiteres wird noch dazukommen. Beim Ueberlegen, was alles möglich sein soll und wohl auch sein wird, kann einem ein kalter Schauer den Rücken hinaufsteigen. Ich glaube, die Verantwortlichen in unserem Staate haben die Aufgabe, darüber zu wachen, dass nur das technisch Mögliche realisiert wird, das ethisch auch vertretbar ist. Deshalb bin ich dafür, dass wir dieser Standesinitiative Folge geben und rasch eine restriktive gesetzliche Regelung herbeiführen. Die Freiheit in der Forschung und in der Lehre halte ich für sehr wichtig und ich kämpfe dafür; doch darf sie nicht grenzenlos sein. Die Ehrfurcht vor dem menschlichen Leben bedeutet für mich eine unüberwindbare Barriere. Ich habe schon heute grösste Mühe zu akzeptieren, was an Manipulationen an der Tier- und Pflanzenwelt vorgenommen wurde und immer noch wird. Dabei denke ich insbesondere auch an die unnatürliche und ethisch fragwürdige künstliche Besamung bei den Kühen und die fast verantwortungslose Hochzüchtung gewisser Nutztier-rassen. Das nun solche Techniken auch noch beim Menschen ihre Anwendung finden sollen, finde ich geradezu ungeheuerlich.

Es wird heute sehr viel von den individuellen Rechten gesprochen, auch in der Zeugung menschlichen Lebens, beispielsweise das Recht der Frau, ein Kind zu haben, dessen Vater anonym bleiben soll, also beispielsweise Zeugung mit Spermia aus der Samenbank. Für mich hat aber auch jedes gezeugte Kind Rechte: beispielsweise das Recht darauf, nach Möglichkeit seine biologischen Eltern zu kennen. Deshalb lehne ich bereits anonym angelegte Samenbanken grundsätzlich ab. Es gibt ethisch-moralische Grundwerte, die jedem Zeitgeist unverrückbar zu widerstehen haben und auch der Freiheit in der Forschung übergeordnet sein müssen. Dazu gehört die Ehrfurcht vor dem Leben. Technischer Fortschritt sollte deshalb weder über die Waffentechnik noch über die Gentechnik zur Bedrohung des Lebens werden.

Schönenberger: Wenn der Grosse Rat des Kantons St. Gallen am 16. Februar 1987 den Regierungsrat beauftragt hat, der Bundesversammlung eine Standesinitiative des Inhalts einzureichen, die Bundesversammlung möge unverzüglich Vorschriften über die künstliche Befruchtung beim Menschen erlassen, dann hat er damit auf ein Gebiet hingewiesen, das ungeahnte Möglichkeiten in sich schliesst und zu unvorhersehbaren Folgen für die menschliche Gesellschaft, ja sogar zu deren Untergang, führen kann. Ich bin überzeugt davon, dass der Mensch nicht beliebig und vor allem nicht ungestraft in die Schöpfung eingreifen darf. Nicht alles, was technisch möglich ist, ist deshalb moralisch auch schon annehmbar. Auf den ersten Blick könnte man mir vielleicht entgegenhalten, es handle sich bei der modernen Fortpflanzungs- und Gentechnologie lediglich um ein medizinisch-wissenschaftliches Problem. Dies ist aber bei näherem Zusehen nicht der Fall; denn es stellen sich eine ganze Reihe von

Fragen, die andere Gebiete betreffen, nämlich solche auf religiös-sittlicher, ethischer und rechtlicher Ebene. Ärzte, Biologen, Juristen, Wirtschaftskreise, Politiker und Regierungen sind gleichermaßen angesprochen. Die Akademie der medizinischen Wissenschaften hat zwar schon 1981 Richtlinien über die artifizielle Insemination und 1985 über die In-vitro-Fertilisation und den Embryotransfer erlassen. Diese sind aber nicht verbindlich, ganz abgesehen davon, dass sie selbst nach dem Urteil von Fachleuten wichtige Fragen offen lassen und zum Teil recht fragwürdig sind. So vertritt denn auch die Akademie der medizinischen Wissenschaften die Auffassung, dass Eingriffe in das Erbgut menschlicher Keimzellen, organisierte Leihmutter-schaft, Handel und Missbrauch von Embryonen für pharmazeutische Zwecke der richterlichen Normierung bedürfen. Persönlich bin ich der Auffassung, dass hier der Staat durch eine umfassende Gesetzgebung eingzugreifen hat. Deshalb ist der Kanton St. Gallen im Begriff, einen neuen Grossratsbeschluss über die Eingriffe in die Fortpflanzung beim Menschen zu erlassen. Andere Kantone tun es ihm gleich oder haben es gar schon getan. Trotzdem dürfte wohl kaum jemand bestreiten, dass hier der Bund tätig werden muss, handelt es sich doch ganz eindeutig um ein gesamtschweizerisches Problem. Um dem Bund aber die Möglichkeit des Einschreitens zu geben, muss ihm die nötige Kompetenz auf Verfassungsebene eingeräumt werden.

Ich verkenne nicht, dass die sanktgallische Standesinitiative in der Form der allgemeinen Anregung gefasst ist. Der Bund kann also inhaltlich frei legiferieren. Es erübrigt sich bei dieser Rechtslage, sich heute schon materiell zu den sich stellenden Fragen zu äussern, und wir haben dies denn auch in der Kommission nicht getan. Immerhin fühle ich mich zum Hinweis verpflichtet, dass ich nur einer sehr restriktiven Gesetzgebung auf diesem Gebiete zustimmen werde. Wir werden uns davor hüten müssen, nur auf die Interessen, Bedürfnisse und Wünsche der Eltern abzustellen; vor allem ist auch das Kindeswohl zu beachten. Das Kind hat ein Anrecht darauf, seine Abstammung zu kennen. Zweifellos werden die materiellen Fragen – die heutige Diskussion bestätigt es bereits – in bezug auf moderne Fortpflanzungsmethoden und Gentechnologie noch viel zu reden geben, und zweifellos werden sich die Geister in diesen Fragen ähnlich wie bei der Regelung der Abtreibung scheiden. Bedenken wir aber bei all unseren Entscheiden, dass sich der Mensch nie die Rolle des Herrschers über Leben und Tod anmassen darf, weil dies der gottgewollten Ordnung widerspricht.

Ich bin mir auch voll bewusst, dass beim Justizdepartement weitere Vorstösse sowie auch die «Beobachter»-Initiative, die in die gleiche Richtung gehen wie die St. Galler Standesinitiative, anhängig sind. Ich weiss auch, dass der Bundesrat bereits eine Expertenkommission mit der Abklärung der sich stellenden Probleme betraut hat. Wenn auch die Standesinitiative den Bundesrat beauftragt, unverzüglich tätig zu werden, kann dies nicht den Sinn haben, dass in diesem Fall ohne Rücksicht auf die bereits eingeleiteten Arbeiten zu legiferieren sei. Vielmehr vertrete ich mit der einstimmigen Kommission für heute die Ansicht, dass die hängigen Fragen gesamthaft abgeklärt und alsdann in einem Paket dem Parlament vorgelegt werden. Ich halte aber ausdrücklich fest, dass die vorberatende Kommission ihren Beschluss, der Standesinitiative Folge zu geben, in keiner Art und Weise mit Hinweisen auf die künftige Gesetzgebung versehen hat. Es ist also weder in diese noch in jene Richtung etwas vorprogrammiert.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen ebenfalls, der Standesinitiative Folge zu geben.

M. Flückiger: Nous sommes parfaitement conscients des incidences personnelles et collectives que l'évolution de la science comporte dans une technologie à risques multiples. Dès lors, je me bornerai à exprimer mon sentiment s'agissant de la question précise posée à notre conseil. L'Etat central doit-il ou non légiférer?

En premier lieu, je constate que l'absence d'une législation

fédérale préoccupe plus qu'elle n'indiffère. L'initiative cantonale de Saint-Gall, dont nous connaissons, comme les interventions parlementaires qui ont précédé notre débat en témoignent. Le vide juridique incite, en la matière, les cantons à légiférer chacun de leur côté, poussés qu'ils sont par la nécessité, du moins ceux d'entre eux sur le territoire desquels la pratique de la fécondation in vitro est rendue possible par les équipements hospitaliers en place, en particulier pour les centres hospitaliers universitaires.

En l'absence de droit fédéral *ad hoc*, nous courons le risque de voir se créer des normes législatives disparates où l'on reconnaîtra et opposera tel libéralisme à tel conservatisme. Ce serait manifestement inopportun de multiplier les différences de statuts dans un domaine où les particularismes cantonaux n'ont pas intérêt à s'exprimer. Ici, la notion *imprescriptible par ailleurs du fédéralisme n'a pas sa place*. Assurément, l'intervention de l'Etat central se justifie. Une norme constitutionnelle et la législation d'application permettront, dans leur globalité, de régler les pratiques dont il est question en distinguant la part de la recherche de celles des manipulations incompatibles avec l'éthique, autrement dit avec le respect de l'être humain. Le législateur fédéral pourra largement s'inspirer des travaux du Conseil de l'Europe, d'autant plus que nous les avons influencés. Notre droit, à coup sûr, offrira alors de grandes similitudes avec le droit européen, ce qui évitera ce tourisme – si vous me permettez l'expression – génétique évoqué tout à l'heure par M. le président de la commission.

Je termine en observant que la dignité de la femme n'a pas, à mon avis, été suffisamment évoquée à l'appui de la nécessité de légiférer à laquelle nous allons certainement souscrire. Le problème des mères porteuses, notamment, doit nous interpeller. Si, dans des situations bien particulières, on a pu ou on peut parler de femmes objets, que dira-t-on alors dans le cas d'une mère porteuse? Parlera-t-on de femmes utilitaires? C'est un truisme que de dire que l'évolution de la société conditionne et commande l'adaptation du droit. En l'espèce, le vide juridique doit être comblé au plus vite.

Präsident: Die Kommission empfiehlt, es sei der Standesinitiative des Kantons St. Gallen Folge zu geben und der Bundesrat sei einzuladen, einen Bericht und Anträge vorzulegen.

Zustimmung – Adhésion

*Schluss der Sitzung um 10.50 Uhr
La séance est levée à 10 h 50*

Neunte Sitzung – Neuvième séance

**Mittwoch, 7. Oktober 1987, Vormittag
Mercredi 7 octobre 1987, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Herr Dobler

Ad 83.043

Direkte Bundessteuer Impôt fédéral direct

Fortsetzung – Suite

Siehe Jahrgang 1986, Seite 182
Voir année 1986, page 182

Beschluss des Nationalrates vom 23. September 1987
Décision du Conseil national du 23 septembre 1987

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Binder, Berichterstatter: Am 23. September 1987 hat der Nationalrat mit 105 gegen 31 Stimmen den Bundesbeschluss über die direkte Bundessteuer angenommen. Es handelt sich bei diesem Bundesbeschluss um das sogenannte «Sofortprogramm», gemäss welchem der Familientarif mit den erhöhten Sozialabzügen vor Abschluss der Beratungen zum Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer, nämlich am 1. Januar 1989, in Kraft treten soll. Der Bundesbeschluss soll als Uebergangslösung bis zum Inkrafttreten des Gesetzes über die direkte Bundessteuer, längstens jedoch bis 31. Dezember 1992, gelten.

Diese Thematik ist für unseren Rat nicht neu. Nach einlässlichen Beratungen in der Kommission und im Plenum haben wir in der Märzsession 1986 das Gesetz über die direkte Bundessteuer verabschiedet und in der Herbstsession 1986 auch dem Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden zugestimmt.

Der Nationalrat hat zuerst die Beratungen über das Gesetz betreffend die direkte Bundessteuer aufgenommen. Nach 17 Sitzungstagen konnte die nationalrätliche Kommission die Beratungen noch nicht endgültig abschliessen. Das Differenzbereinigungsverfahren würde, auch bei aller Beschleunigung des Verfahrens, nach Lagebeurteilung der nationalrätlichen Kommission sicher nicht vor der Herbst- oder Wintersession 1988 abgeschlossen sein. Eine allfällige Referendumsabstimmung wäre deshalb frühestens im Jahre 1989 möglich. Damit könnte das Ziel nicht erreicht werden, dass die Senkung der direkten Bundessteuer bereits auf den 1. Januar 1989 in Kraft tritt.

Das Parlament steht vor allem in der Frage der Familienbesteuerung unter einem gewissen Handlungsbedarf. Ich verweise auf das Urteil des Bundesgerichtes vom 13. April 1984, wonach die Kantone verpflichtet werden, die Ehepaare steuerlich grundsätzlich nicht schlechter als die Konkubinatpaare zu stellen. Die meisten Kantone haben seit 1984 den sogenannten Konkubinateffekt ganz oder teilweise beseitigt.

Der Bundesgesetzgeber untersteht wohl nicht der Bundesgerichtsbarkeit. Aber auch der Bundesgesetzgeber kann der unbefriedigenden Situation nicht einfach tatenlos zusehen,

Standesinitiative St. Gallen Künstliche Befruchtung beim Menschen

Initiative du canton de Saint-Gall Fécondation artificielle chez l'être humain

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	87.203
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.10.1987 - 10:00
Date	
Data	
Seite	517-522
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 919

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.